

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Chartres, le 9 avril 2014

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement ;
Intervention de l'ADEME sur l'ancien site d'exploitation de la société FRANCE
COMPOSITES (ex SA LAGANNE ISOLANTS) implantée à Bonneval.

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PROPOSITION D'UN ARRETE PREFECTORAL D'EXECUTION DE TRAVAUX D'OFFICE PAR L'ADEME
ET D'UN ARRETE PREFECTORAL D'OCCUPATION TEMPORAIRE DES SOLS AU PROFIT DE L'ADEME

**SOCIETE FRANCE COMPOSITES
(Ex SA LAGANNE ISOLANTS)**

COMMUNE DE BONNEVAL

PJ : 2 projets d'arrêtés préfectoraux de travaux d'office et d'occupation du sol
Copie à : UT28, ADEME

1. RAPPEL

La société FRANCE COMPOSITES est venue aux droits de la société LAGANNE ISOLANTS pour l'exploitation des installations implantées au lieu-dit Méroger sur le territoire de la commune de Bonneval, sans qu'une déclaration de changement d'exploitant ait été faite au préfet. La société FRANCE COMPOSITES a exploité, jusqu'en mars 2009 à Bonneval, des ateliers de fabrication d'isolants pour l'électricité. Les installations ont été mises à l'arrêt définitif à la suite du jugement du tribunal de commerce de Chartres du 4 mars 2009 qui a placé la société FRANCE COMPOSITES en liquidation judiciaire sans poursuite d'activité et a désigné Maître HAUCOURT-VANNIER en qualité de liquidateur.

L'inspection des installations classées a mené en 2009 sur Bonneval des inspections thématiques et des campagnes d'analyses sur un réseau de piézomètres et forages existants en amont des deux captages AEP (alimentation en eau potable) contaminés aux COHV (composés organo-halogénés volatils) afin d'identifier la ou les sources de pollution. Les campagnes d'analyse des eaux souterraines ont été confiées à un bureau d'études sur financements délégués par le ministère en charge de l'environnement. Lors de cette action, l'inspection des installations classées a identifié la société FRANCE COMPOSITES comme site susceptible d'être pollué et a mis en évidence que :

- les opérations d'évacuation des produits et des déchets dangereux, la mise en sécurité des équipements sensibles tels que les cuves de produits dangereux et le nettoyage des sols souillés n'ont pas été réalisés (rapport d'inspection transmis le 11 août 2009 à Maître HAUCOURT-VANNIER) ;
- l'établissement FRANCE COMPOSITES pourrait être à l'origine des concentrations en COHV présentes au niveau des deux captages AEP « Méroger » et « Prés Nollots » de la commune de Bonneval (rapport référencé SOGESPOL, surveillance des eaux souterraines - campagnes de juin et d'octobre 2009, n°07-09-17 du 30/11/2009).

Différents arrêté préfectoraux ont été pris à l'encontre du liquidateur judiciaire :

- arrêté préfectoral d'urgence du 3 août 2009 afin de procéder à la mise en sécurité de production sous un délai de 15 jours ;
- arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 septembre 2009 afin de procéder à la mise en sécurité du site de production ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 3 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des sources de pollution et des milieux et un plan de gestion de la pollution ;
- arrêté préfectoral du 11 février 2010 portant consignation de fonds à l'encontre du liquidateur.

Le jugement du tribunal de commerce de Chartres du 9 mars 2010 confirme l'impécuniosité de la procédure et exonère maître HAUCOURT-VANNIER de la réalisation de ces travaux.

2. INTERVENTION DE L'ADEME

Le rapport du 27 septembre 2013 référencé IC13452 de l'inspection des installations classées rappelle les interventions de l'ADEME à savoir, les travaux de mise en sécurité du site et l'enlèvement des déchets dangereux et la caractérisation de l'état des milieux par des analyses de sols et la mise en place de deux piézomètres dans la nappe de la craie en amont et en aval du site prescrits à l'ADEME par arrêté préfectoral du 13 janvier 2011 pour un montant de 235 000 euros (montant réellement engagé 111 249,14 euros).

L'ADEME conclut dans son rapport du 27 août 2013 que les campagnes de caractérisation des sols et des eaux souterraines sur site et hors site n'ont permis de détecter que de légères anomalies. Celles-ci ne sont pas indicatrices d'impact significatif ou de zone source de pollution dans les sols des secteurs du site investigués. Pour les eaux souterraines, les teneurs maximales sont mesurées en amont hydraulique et sur les deux campagnes, les teneurs mesurées en aval sont inférieures ou égales à celles mesurées en amont. Mais en cas de changement d'usage, compte tenu du passé industriel du site et des anomalies détectées, l'aménageur devra établir un plan de gestion qui sera adapté à son projet. Cette recommandation a été prise en compte et un porter à connaissance au Maire de la commune de Bonneval a été réalisé par courrier du 08 octobre 2013.

L'ADEME indique que dans le contexte de pollution diffuse de la nappe de la craie par les solvants chlorés et compte tenu des enjeux sur la ressource en eau (captages AEP proches), la surveillance des piézomètres du site semble recommandée de façon à vérifier l'absence d'augmentation significative des concentrations au droit du site.

L'ADEME propose un plan quadriennal de suivi de la qualité des eaux souterraines pour les paramètres ayant présenté des anomalies dans les eaux souterraines à savoir les métaux et les COHV. A l'issue de cette période, l'opportunité de poursuivre ou non devra être revue.

Au vu des résultats d'investigations de l'ADEME et des campagnes de surveillance des eaux souterraines conduites par ailleurs par la DREAL sur le secteur de Bonneval, l'inspection des installations classées conclut dans son rapport du 27 septembre 2013, sur la nécessité de maintenir une surveillance des eaux souterraines au droit du site de façon à vérifier l'absence d'augmentation significative des concentrations. L'enveloppe globale de cette nouvelle intervention est estimée par l'ADEME à 15 000 euros.

Selon la procédure définie par la circulaire ministérielle du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée – chaîne de responsabilité – défaillance des responsables au vue d'une intervention ADEME, le Préfet de la Région Centre a autorisé l'ADEME, par courrier du 4 février 2014, à exécuter les travaux pour la mise en place d'un suivi de la qualité des eaux souterraines pour le site de la société FRANCE COMPOSITES à hauteur de 15 000 euros.

Conformément à la circulaire du 26 mai 2011 susmentionnée, l'ADEME a été consultée sur les projets d'arrêté de travaux d'office et d'arrêté d'occupation temporaire par courriel du 07 mars 2014. L'ADEME a émis des observations par courriel du 20 mars 2014, elles concernent principalement :

- Une proposition d'allongement de la durée d'autorisation d'occupation temporaire des sols de 4 ans à 4 ans et 6 mois, la dernière campagne de surveillance des eaux souterraines en hautes eaux devant avoir lieu en mars ou avril 2018 ;
- l'intégration dans le réseau de surveillance du captage AEP de MEROGER ;
- la modification de la liste des molécules appartenant à la famille des composés organo-halogénés volatils à rechercher, en supprimant les composés bromés et fluorés et en ajoutant le 1,3 dichloropropène qui a été retrouvé à l'état de trace dans un des prélèvements de sol.

Ces remarques ont été prises en compte.

3. CONCLUSION

L'inspection des installations classées propose à la signature de Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir les projets d'arrêtés suivants :

- arrêté de travaux d'office à réaliser par l'ADEME, maître d'ouvrage de l'opération ;
- arrêté d'occupation temporaire de l'ancien site d'exploitation de la société FRANCE COMPOSITES (ex SA LAGANNE ISOLANTS) au profit de l'ADEME.

Ces arrêtés seront notifiés à l'ADEME avec copie au Maire de la commune de Bonneval.

Conformément à la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée à responsables défaillants, la mise en application de ces arrêtés fera l'objet d'une information des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors d'une prochaine séance.